

Unité bidépartementale Eure Orne  
1 avenue du Maréchal Foch  
CS 50021  
27000 Évreux

Évreux, le 03/04/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 05/03/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **RAS Environnement**

Route de Damville  
ZI-Les Pistes  
27190 Conches-En-Ouche

Références : 27-2026/135  
Code AIOT : 0005800918

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/03/2026 dans l'établissement RAS Environnement implanté Route de Damville ZI - Les Geri 27190 Conches-en-Ouche. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Dans le cadre de l'action nationale de libération du foncier industriel, l'ancien site RAS Environnement sis route de Damville, ZI Les pistes à Conches-en-Ouche a été identifié lors du recensement des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement en situation de cessation d'activité. Une visite d'inspection a été réalisée pour constater l'état de mise en sécurité du site.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- RAS Environnement
- Route de Damville ZI-Les Geri 27190 Conches-en-Ouche
- Code AIOT : 0005800918
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société des Établissements ROUX a été autorisée à exploiter un site implanté Z.I. Les pistes, Route de Damville à Conches-en-Ouche (27190) par arrêté préfectoral du 27 novembre 1987 pour une activité de dépôt de métaux et ferrailles. En mai 2005, une extension de site et d'activité de stockage et de récupération de déchets de métaux, avec création d'une station de transit de résidus urbains et de déchets industriels a été autorisée par arrêté préfectoral du 7 juillet 2006.

Le site industriel occupe une superficie de 35 000 m<sup>2</sup> environ.

Un changement d'exploitant a été déclaré en 2010 avec la reprise de RAS Environnement SARL (SIRET : 513 265 009 00029), pour la même activité de stockage et récupération de ferrailles et déchets non dangereux.

La société RAS Environnement a été mise en liquidation judiciaire le 2 juin 2016. Maître ZOLOTA-RENKO en sa qualité de représentant de l'exploitant RAS Environnement (ex- Etablissements ROUX) a déclaré la cessation d'activité le 21 juin 2016.

La clôture de la procédure de liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif a été prononcée le 03/10/2024. La société RAS Environnement a été radiée le 3 octobre 2024.

**Thèmes de l'inspection :**

- AN26 Libération foncier SSP
- Sites et sols pollués

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :

- ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
- ◆ les observations éventuelles ;
- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Cessation d'activité	Code de l'environnement du 11/07/2011, article R.512-39-1	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La présente visite d'inspection a permis de constater que le terrain avait été scindé en 2 parties et que ces rachats, en 2016 par LEPICARD Agriculture (SIRET : 977 080 035 00248) et en 2024 par Magniez (SIRET : 843 3953 690 0021), ont permis la gestion des déchets restants sur l'ancienne friche, ainsi que le réaménagement du terrain.

Ainsi, les usages actuels au droit des 2 sites correspondent à un usage industriel, identique à l'usage précédent et adapté à la localisation en zone industrielle (Z.I. Les Pistes). Toutefois en cas de changement d'usage, le propriétaire doit s'assurer de la compatibilité sanitaire des sols et des eaux souterraines avec les usages envisagés en produisant une ATTES-ALUR réalisée par un bureau d'études certifié.

En conséquence, la procédure de cessation d'activité peut être considérée comme close. Par ailleurs, afin de conserver la mémoire de l'état des terrains, les fiches BASOL RAS Environnement (SSP4087331) et LEPICARD Agriculture (SSP0012739) vont être mises à jour avec l'ensemble de ces éléments et publiées sur le site Géorisques.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Cessation d'activité

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 11/07/2011, article R.512-39-1
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2026, Mise à l'arrêt définitif
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>" I. Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations visées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.</p> <p>" II. La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment :</p> <p>" 1° L'évacuation des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, la gestion des déchets présents sur le site ;</p> <p>" 2° Des interdictions ou limitations d'accès au site ;</p> <p>" 3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;</p> <p>" 4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement.</p> <p>" III. En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles R. 512-39-2 et R. 512-39-3.</p>
<b>Constats :</b> <p>Suite à la notification de cessation d'activité transmise par le liquidateur le 21 juin 2016, une visite d'inspection a été réalisée le 7 juillet 2016 afin de constater l'état du site et les déchets restants. Par arrêté préfectoral du 2 septembre 2016, le liquidateur a été mis en demeure de se conformer aux prescriptions concernant les opérations de mise en sécurité du site.</p> <p>En 2016, le site a été divisé en deux parties. La partie sud-ouest, sur la commune de Conches-en-Ouche (parcelles n°76AM, 87AN, et 90AN) a été vendue en septembre 2016 à la société LEPICARD Agriculture (environ 7 720 m<sup>2</sup>) par la SCI du Vieux Valeuil (M. ROUX). Cette partie correspondait à l'ancienne activité des Établissements ROUX.</p> <p>La société LEPICARD Agriculture a fait évacuer les déchets qui étaient restés sur le site (essentiellement des déchets non dangereux dans le bâtiment) et a fait réaliser un diagnostic de sols : 3 zones polluées ont été investiguées (zone des cuves de carburants, zone de la cisaille à ferrailles, zone de stockage des ferrailles). Une Évaluation Quantitative des Risques Sanitaires a ensuite été réalisée et la société LEPICARD Agriculture a réhabilité le site.</p> <p>Le site a été entièrement nettoyé et traité par excavation des terres polluées, le bâtiment rénové, les sols bétonnés pour y réaliser un centre de stockage/dépôt de céréales (en extérieur, en période de moissons), d'engrais et de produits phytosanitaires ; le site est en dessous des seuils de classement des rubriques de la nomenclature ICPE.</p> <p>La seconde partie nord-est du site, sur les communes de Conches-en-Ouche et du Fresne (parcelles n°314C, AM77, AN91, AN88) est restée en friche quelques temps. Puis, ont été exploitées,</p>

sans autorisations préfectorales préalables, des activités de récupération de déchets (transit de Déchets d'Équipements Électriques et Électroniques (DEEE), de Véhicules Hors d'Usage (VHU) et déchets de métaux) par les sociétés PPE et LTA Environnement entre 2022 et 2023. L'expulsion des sociétés et des travaux d'office ont permis l'évacuation des déchets ajoutés (issus notamment de VHU) par ces dernières.

Puis, en 2024, cette partie nord-est du site a été rachetée par l'entreprise MAGNIEZ, ainsi qu'un autre site plus au sud (ex-Agriandre) de la ZI Les Pistes afin de relocaliser son activité initialement développée sur la commune de Claville. L'activité consiste en une plateforme de revalorisation de matériaux du BTP. Cette activité est en cours de régularisation administrative.

Ainsi, lors de la visite du 5 mars 2026, il a pu être constaté que :

- les parcelles n°76AM, 87AN, et 90AN sont toujours occupées par l'entreprise Lepicard Agriculture. Le site semble bien entretenu et dispose d'une dalle béton ;
- les parcelles n°314C, AM77, AN91 et AN88 sont occupées par la société Magniez comme plateforme de transit de matériaux.

→ **En conséquence, les rachats successifs des terrains permettent de constater que la mise en sécurité de la friche n'est plus un sujet. La cessation d'activité de RAS Environnement peut donc être considérée comme close.**

Toutefois, en cas de changement d'usage, il conviendra de réaliser une ATTES-ALUR afin de prendre en compte la qualité des milieux par rapport au projet.

Afin de conservation la mémoire, les fiches BASOL RAS Environnement (SSP4087331) et LEPICARD Agriculture (SSP0012739) vont être mises à jour et publiées sur le site internet Géorisques.gouv.fr.

**Type de suites proposées :** Sans suite